



**à quoi
servent
nos impôts ?**

Qui suis-je, qui sommes nous ?

Christian TERRANCE

Syndicaliste depuis 40 ans au *SNUI* (Syndicat National Unifié des Impôts) devenu *Solidaires Finances Publiques*

Membre d'*ATTAC*

Ancien Conseiller au *CESER* Midi-Pyrénées puis Occitanie



• *ATTAC*

- Fondée en 1998, Attac (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne) est une association qui milite pour la justice fiscale, sociale et écologique, et conteste le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature.



SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES

1ère organisation syndicale de la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques)
Membre fondateur de *Solidaires Finances* 1ère fédération syndicale du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Membre fondateur de l'*Union Syndicale Solidaires* au niveau interprofessionnel
Membre fondateur de *ATTAC*

Trois phrases révélatrices pour poser le débat



Emmanuel Macron à l'ONU en 2019 :

« Moi je ne crois pas que la bonne réponse face aux inégalités contemporaines croissantes, climatiques, d'opportunités, d'éducation, je ne crois pas que la bonne réponse soit dans chaque pays par un agenda fiscal.

Je crois que la bonne réponse elle est dans chaque pays par l'éducation, l'accès à la santé, les politiques de prévention des inégalités mais par plus de coopération internationale et un agenda assumé de lutte contre les inégalités.

Mais cela suppose au fond une forme d'agenda de réconciliation. »

Revenons-un peu aux fondamentaux

Revenir aux fondamentaux : La Révolution Française La déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen Un acte fiscal fondamental

Article 13 le principe de l'égalité devant l'impôt

« Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens en raison de leurs facultés »

Article 14 le consentement à l'impôt

« Les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée »

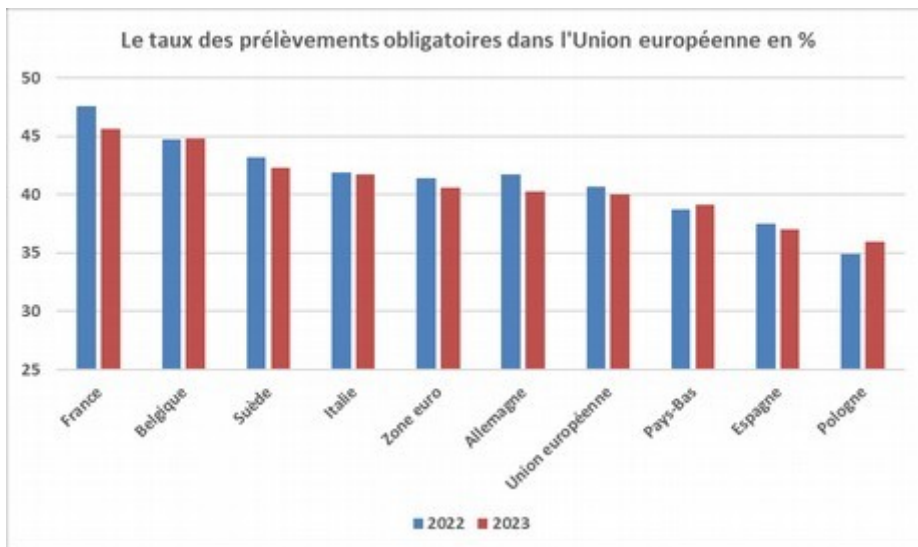
Article 15 le principe du contrôle de la force publique

« La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration »

Principes fondamentaux : consentement, égalité devant l'impôt, légalité de l'impôt, nécessité de l'impôt, respect des facultés contributives...



Quelques chiffres : Fiscalité et Prélèvements Obligatoires



Prélèvements obligatoires

=

prélèvements sociaux (cotisations sociales et CSG)

+

fiscaux (impôts d'État et locaux).

PO = 1 218 Mds€ soit 43,2 % du PIB en 2023.

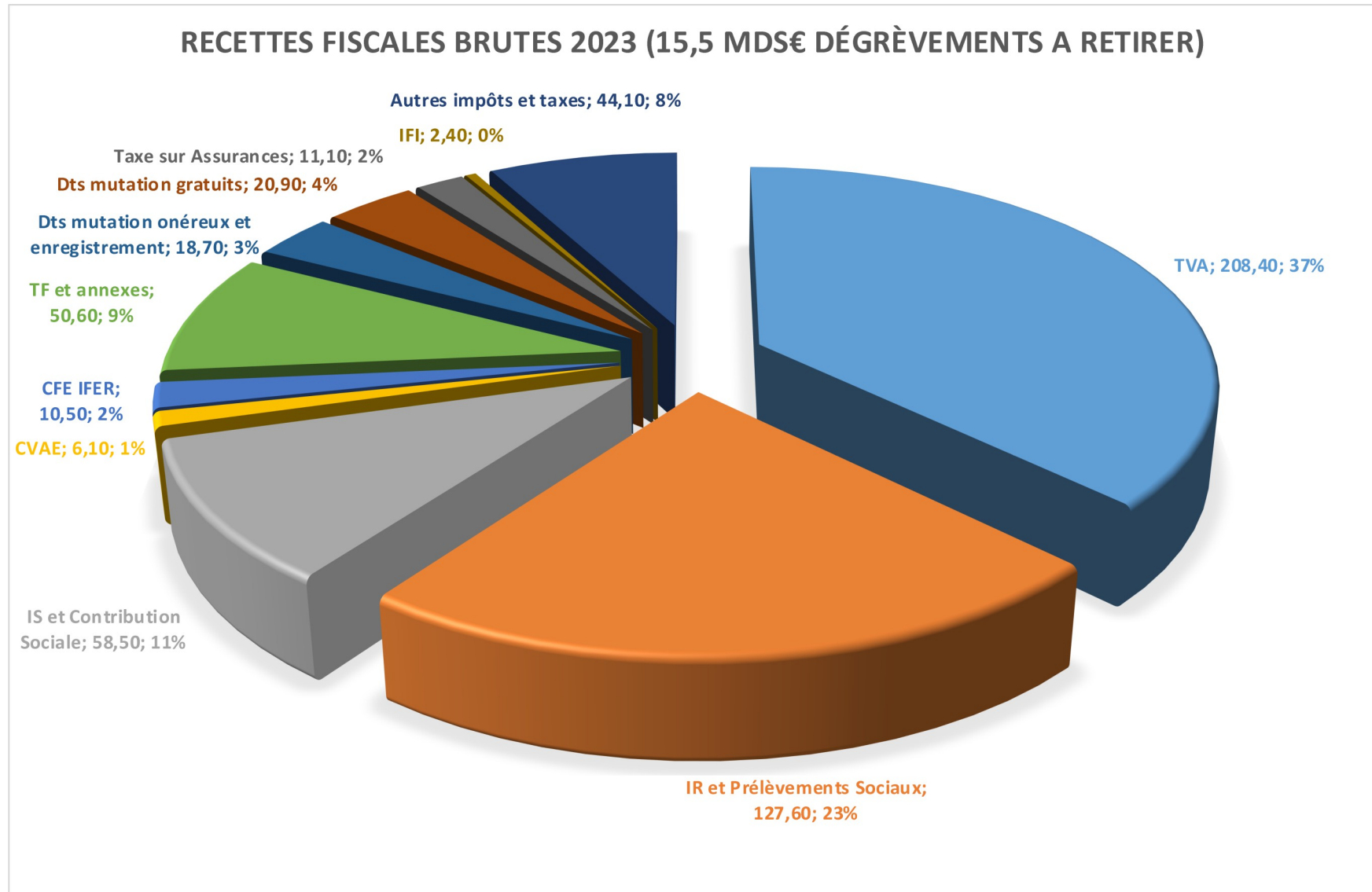
Tableau 1 : Répartition des prélèvements obligatoires (PO) par grand type de recette en 2023

Type de prélèvement	Recette en 2023 (Md€)	Part dans le total des PO
Cotisations sociales	462,3	38 %
Taxe sur la valeur ajoutée	205,0	17 %
Contribution sociale généralisée (CSG)	147,3	12 %
Impôt sur le revenu net des crédits d'impôts	88,7	7 %
Impôt sur les sociétés net des crédits d'impôts	56,6	5 %
Taxe foncière	41,1	3 %
Accises sur les produits énergétiques	30,3	2 %
Droits de mutation à titre gratuit	20,8	2 %
Droits de mutation à titre onéreux	19,1	2 %
Taxe sur les salaires	16,7	1 %
Part dans le total des PO		89 %
Total des prélèvements obligatoires	1 218,4	100 %

Source : Insee, base 2020.

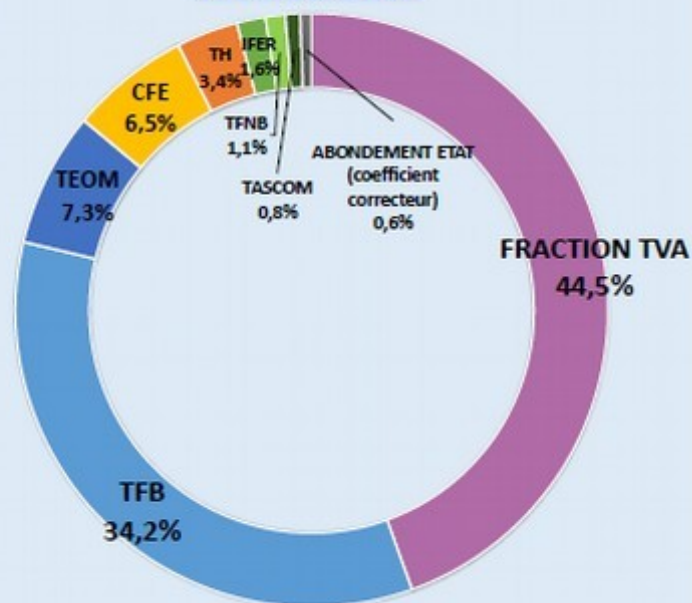
Quelques chiffres : Les chiffres clefs de la fiscalité d'État

Distribution des recettes : 56 % État 27 % Col Loc 17 % Sécu



Quelques chiffres : Les chiffres de la Fiscalité Locale

Répartition du produit global de fiscalité locale en 2023



La part directe des entreprises a été divisée par 3 de 2020 à 2023 :
30 171 Mds€ en 2020
10 442Mds€ en 2023

Montant en M€

Produits fiscalité locale	2022	2023	Evol. 2022/2023 (M€)	Evol. 2022/2023 (%)
Fraction TVA	40 676	51 835	11 160	27,4%
TFB	36 240	39 834	3 594	9,9%
CVAE	9 342	0	-9 342	-100,0%
TEOM	7 922	8 541	619	7,8%
CFE	7 102	7 604	503	7,1%
TH	2 905	3 925	1 020	35,1%
IFER	1 694	1 820	126	7,4%
TFNB	1 160	1 250	90	7,7%
TASCOM	847	934	87	10,3%
Abondement Etat (coefficient correcteur)	697	729	32	4,6%
Total	108 586	116 473	7 887	7,3%

A quoi sert l'impôt ?

La réponse se trouve en partie dans
les fonctions historiques de l'impôt

L'impôt : 3 grandes fonctions

Financer l'action publique

Corriger les inégalités économiques
et sociales

Inciter à modifier les comportements

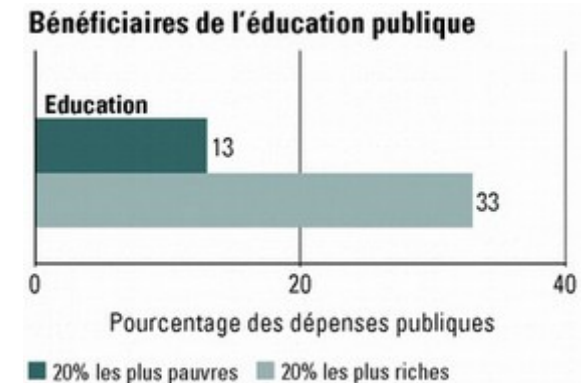


A quoi sert l'impôt : L'exemple de l'éducation

Crèche : Le coût d'une garde privée est 3 fois supérieur à celui d'une crèche collective

Maternelle : Scolarisation à 3 ans (voire 2 ans) en France (6 ans en Allemagne)

	Crèche	Maternelle	Elementaire	Collège	Lycée	Total
Coût Annuel en euros	7 200	6 500	6 180	8 850	10 870	
Nombre d'Années	2	3	5	4	3	17
Total	14 400	19 500	30 900	35 400	32 610	132 810



Post Bac :

coût annuel d'une année universitaire 10 210€. Crèche à Licence (3 ans) = 163 440€

coût annuel d'une année de médecine 20 000€. Crèche à médecin (10 ans) = 332 810€

coût annuel d'une classe préparatoire 15 110€

Sources : cepremap, éducation nationale, ministère des finances

Combien coûtent les études supérieures ?



Coût moyen d'une année d'étude et durée nécessaire pour rembourser le prêt étudiant en 2022 *



* Pour les études de médecine, soins infirmiers, droit, ingénierie, informatique et enseignement. Basé sur le salaire national moyen des diplômés.

Source : N26

Santé et Sécurité : le récit d'une journée maudite à près de 6 000€

Ma compagne qui est enceinte va voir le médecin



Il lui annonce qu'elle va accoucher

Elle me téléphone, je m'évanouis, tombe et me casse la jambe



465€ coût moyen
intervention



Les pompiers m'amènent à l'hôpital

Le Samu conduit ma femme à la maternité en urgence



1200€ coût moyen
intervention

Ma femme accouche dans un

Établissement public

2 600€



1 370€

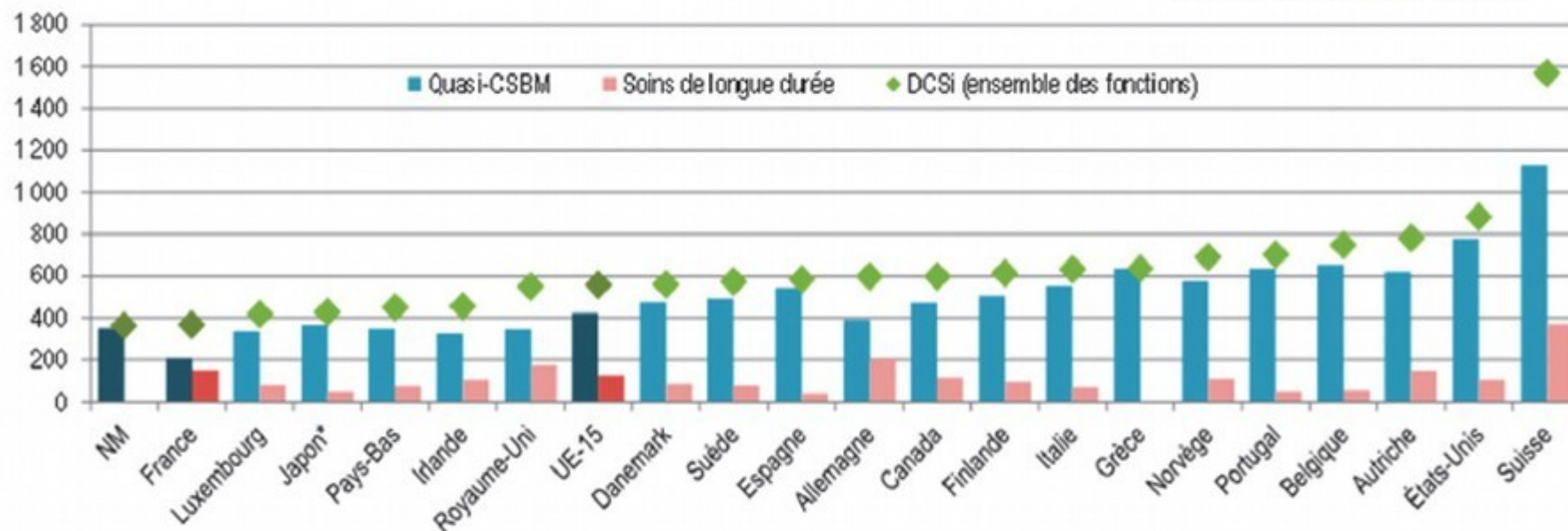
Et je suis hospitalisé un jour

Heureusement j'étais en France et pas aux États-Unis...

Le taux de Prélèvements Obligatoires est certes supérieur en France.
Mais le graphique ci-dessous parle...

Graphique 6 Reste à charge des ménages selon la fonction de la dépense de santé en 2018

En PPA en euros par habitant



* Données 2017.

Note > Les PPA calculées par l'OCDE (voir glossaire), exprimées en dollars des États-Unis avec les États-Unis comme pays de référence (base 1 pour les États-Unis), sont converties ici avec l'euro comme monnaie nationale et la France comme pays de référence (base 1).

Source > OCDE, Eurostat, OMS, Système international des comptes de la santé (SHA).

A quoi sert l'impôt ?

La réponse se trouve en partie dans
les fonctions historiques de l'impôt

L'impôt : 3 grandes fonctions

Financer l'action publique

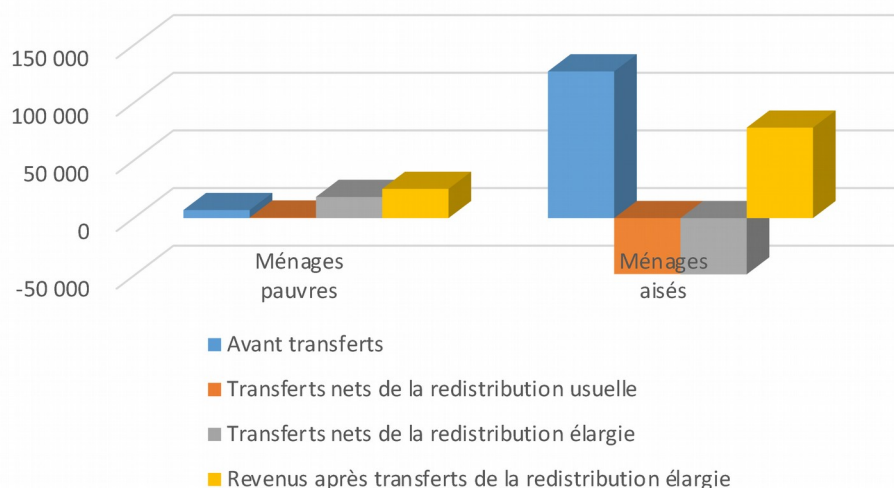
**Corriger les inégalités économiques
et sociales**

Inciter à modifier les comportements



A quoi sert l'impôt : Les effets redistributifs de l'État social

Revenus des ménages pauvres et aisés avant et après redistribution élargie (source Insee 2019)



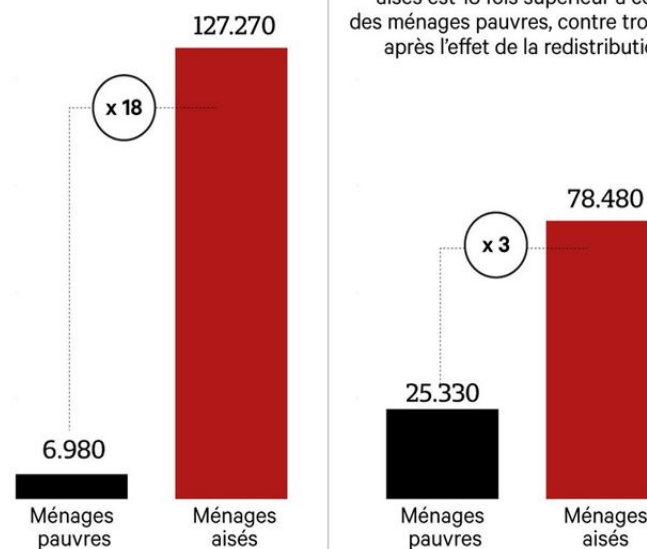
L'effet de la redistribution sur le revenu des ménages

Revenu en euros par unité de consommation

Avant transferts

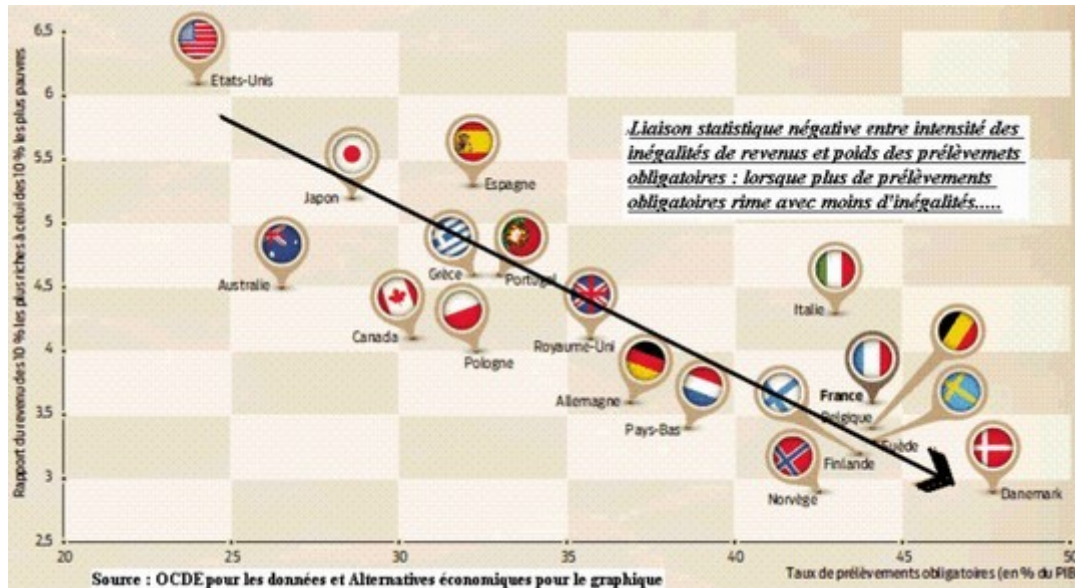
Après transferts
monétaires et valorisation
des services publics

Le revenu avant transferts des ménages aisés est 18 fois supérieur à celui des ménages pauvres, contre trois fois après l'effet de la redistribution.



SOURCE : INSEE

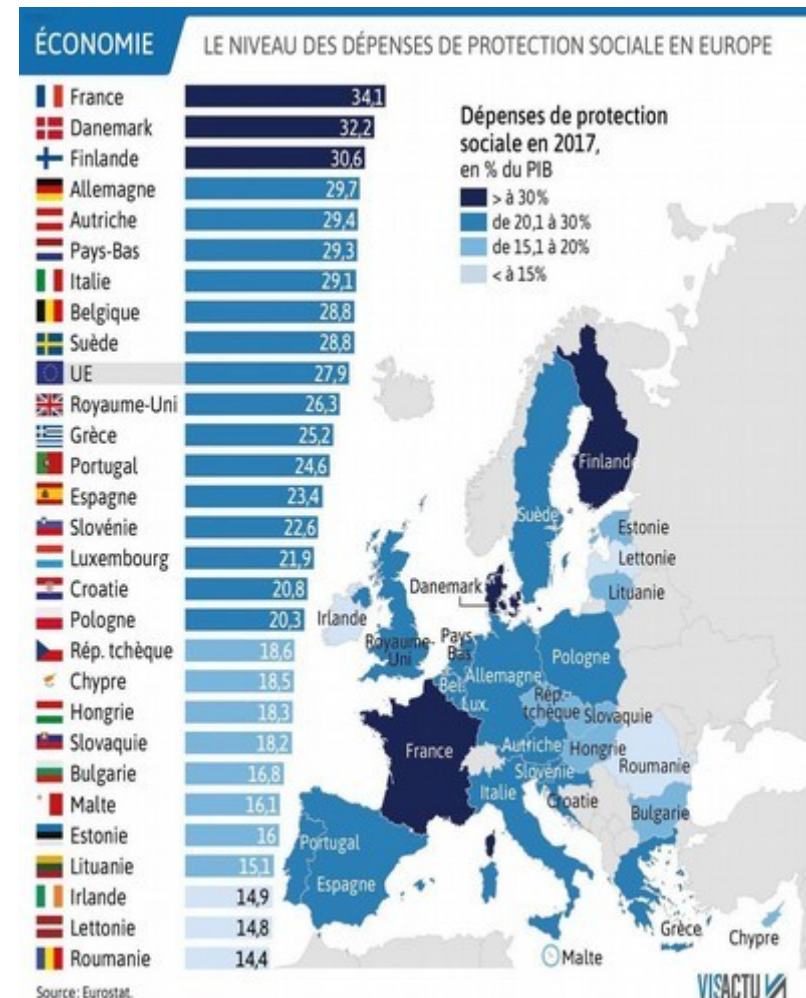
A quoi sert l'impôt : Effets redistributifs et comparaisons internationales



► Explications

Écarts = différences dans le mode de gestion de la protection sociale.

Prélèvements privés de nombreux pays pas compris dans les PO car dépendant de choix individuels...



A quoi sert l'impôt ?

La réponse se trouve en partie dans
les fonctions historiques de l'impôt

L'impôt : 3 grandes fonctions

Financer l'action publique

Corriger les inégalités
économiques et sociales

Inciter à modifier les comportements



L'exemple de l'emploi à domicile

Concerne 1,2 million de salariés à domicile (coût en 2023 5,9Mds€)

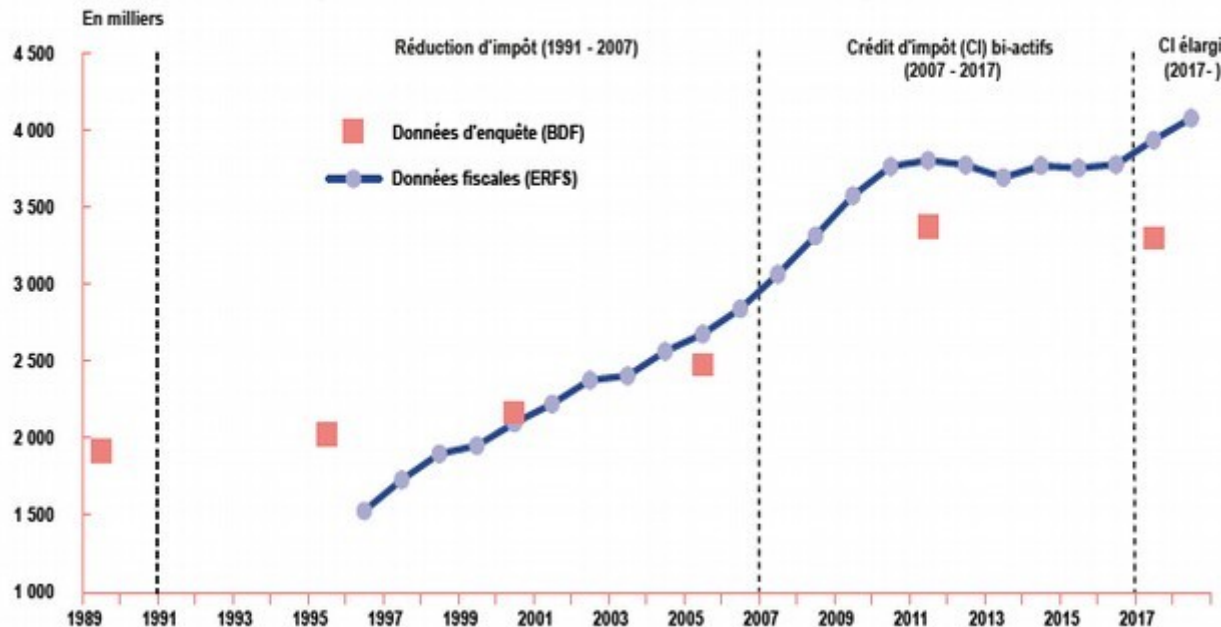
Réduction d'impôt 50 % des dépenses de l'année, dans la limite de plafonds :

12 000 € dans le cas général et 15 000€ au maximum

SMIC net fin 2014 1 398,70€ X 12 = 16 784,4€

Entrée dans la base d'imposition à 11 295€

GRAPHIQUE A | Nombre de ménages utilisateurs de service à domicile dans les données d'enquête et les données fiscales



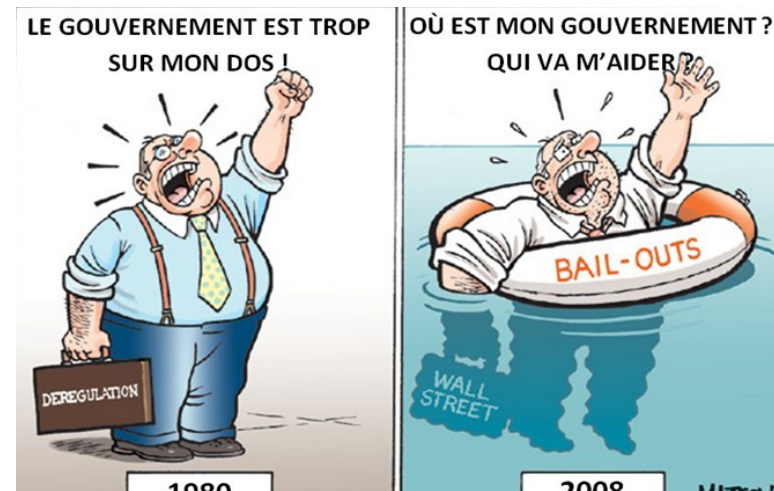
A quoi sert l'impôt ?

La réponse se trouve en partie dans
les fonctions historiques de l'impôt

L'impôt : 3 grandes fonctions

mais aussi

Un rôle Économique



LE MULTIPLICATEUR BUDGETAIRE

1 point de PIB de dépense publique

=

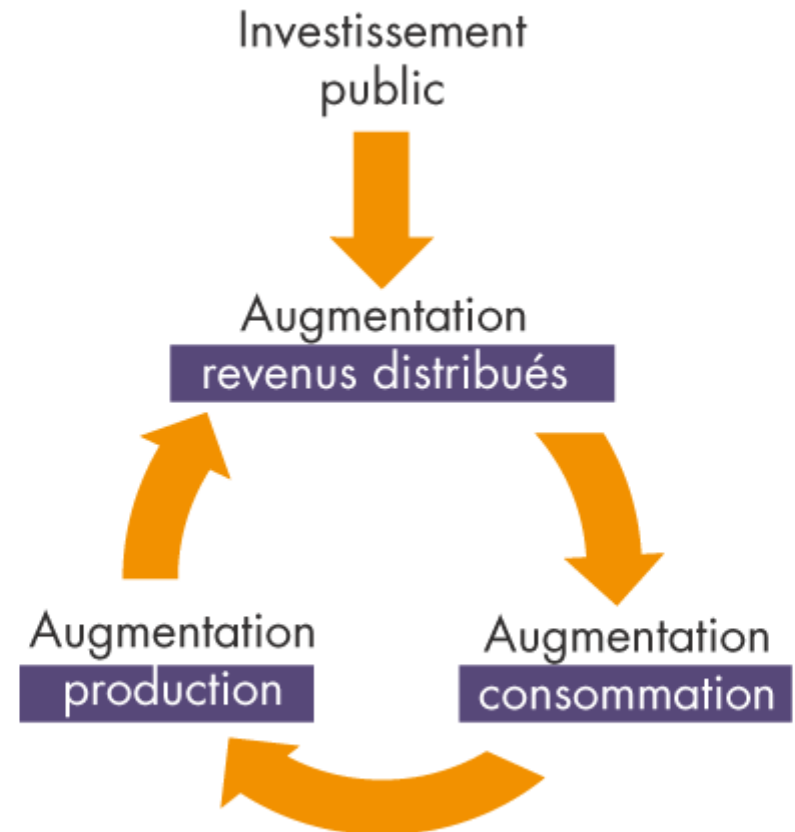
1,5 à 2 de coefficient multiplicateur

baisse d'1 point de PIB de dépense publique

=

réduction du PIB entre 0,9 et 1,3 %

Source OCDE



L'impôt, deux questions centrales : Progressif ou Proportionnel ? Direct ou Indirect ?

La théorie du Nounours



La progressivité par l'exemple : L'impôt sur les revenus, impôt direct

Exemple d'un revenu de 21000€ et d'un barème fictif de 7 tranches

Tranches	Limites	Taux	Calcul	Impôt
1ère tranche	0 à 5000€	0%	5000 X 0%	0€
2ème tranche	5000 à 10000€	5%	5000 X 5%	250€
3ème tranche	10000 à 15000€	10%	5000 X 10%	500€
4ème tranche	15000 à 20000€	15%	5000 X 15%	750€
5ème tranche	20000 à 30000€	20%	1000 X 20%	200€
6ème tranche	30000 à 45000€	25%		0€
7ème tranche	au delà de 45000€	35%		0€
Total				1700€

Taux marginal de l'exemple = 20% (21000€ dans la tranche de 20000 à 30000€)

Taux marginal du barème = 35% (taux de la dernière tranche)

Taux effectif d'imposition = 8,09% (1700€ d'impôt / 21000€ de revenu)

Le cas particulier de la CSG

Instaurée en 1991 pour compenser les allègements de cotisations sociales accordées au patronat, la CSG est une contribution proportionnelle.

Affectée aux caisses de la sécurité sociale et non à l'État, elle rapporte près de 147 milliards d'euros en 2023



Les taux de CSG-CRDS en 2024

Catégorie de revenus	Taux (%)
Salaires et revenus professionnels (98,25 % de leur montant au-dessous de 185 472 € / an)	9,7
Retraites (taux normal)	8,8
Revenus du capital	9,7
Allocations de chômage (taux normal)	6,7

Source : service-public.fr ; FIPECO.

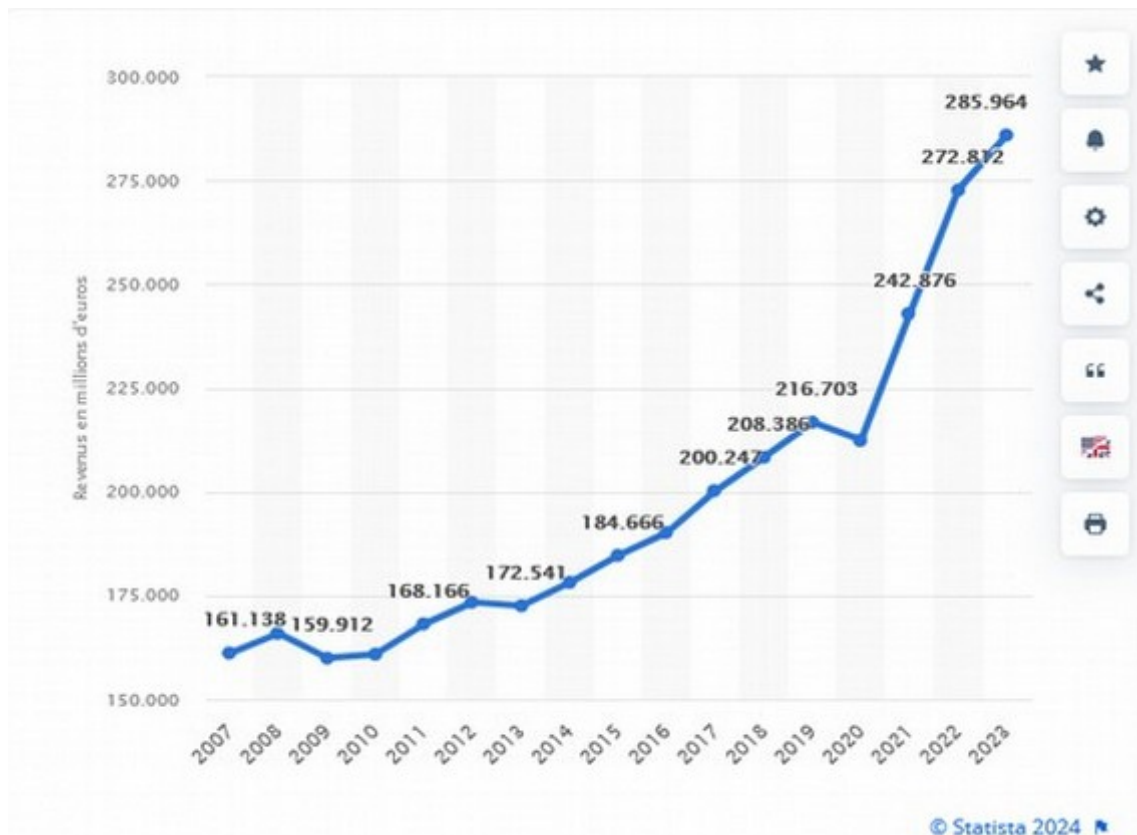
Le rendement de la CSG par assiette en 2022

Catégorie de revenus	Rendement (Md€)
Revenus d'activité	100
Revenus de remplacement	25
Revenus du capital	16
Autres	1

Source : commission des comptes de la sécurité sociale ; FIPECO.

La proportionnalité par l'exemple : la Taxe sur la Valeur Ajoutée, impôt indirect

- Impôt indirect créé en 1954 en France (environ 8 millions d'entreprises assujetties en 2022).
- Premier impôt d'État (la moitié des recettes du budget de l'État) : 210Mds€ en 2024.
- « neutre » pour ses partisans, « régressif » pour ses critiques
- Le plus fraudé (20 à 25Mds€ Insee 2022 étude sur 2012 très inférieur à la réalité de 2024)



Le poids de la TVA dans la consommation des ménages

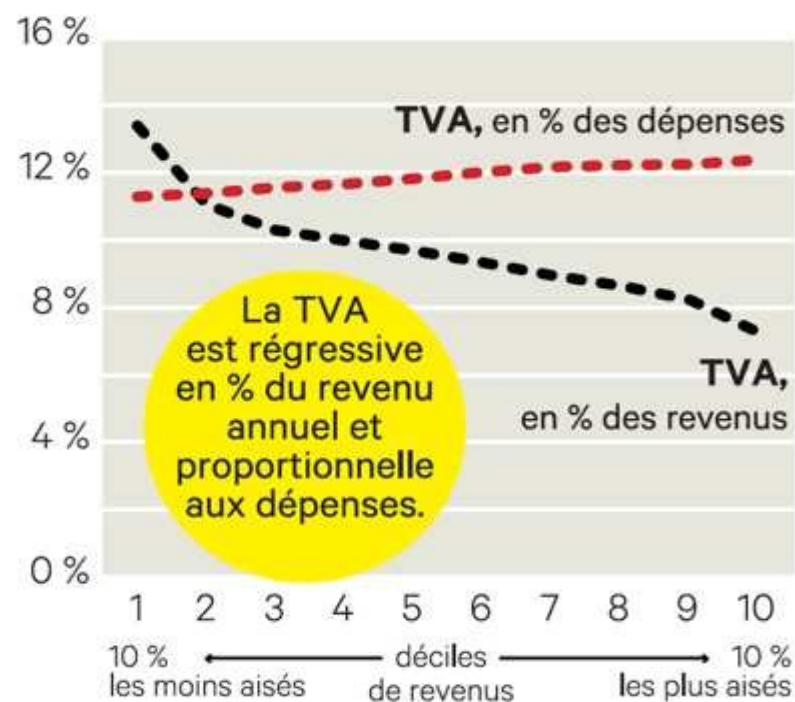
PART DU REVENU DISPONIBLE BRUT DES MÉNAGES CONSACRÉ À LA TVA

Par décile de niveau de vie, en %



MONTANT MOYEN ANNUEL DE TVA DÉPENSÉ PAR LES MÉNAGES

Par décile de niveau de vie, en euros



« LES ÉCHOS » / SOURCE : OCDE

La TVA « Sociale »



1 Point de TVA

=

entre 10 et 12 Milliards
de recettes supplémentaires

1 Point de réduction des
cotisations sociales des Entreprises

=

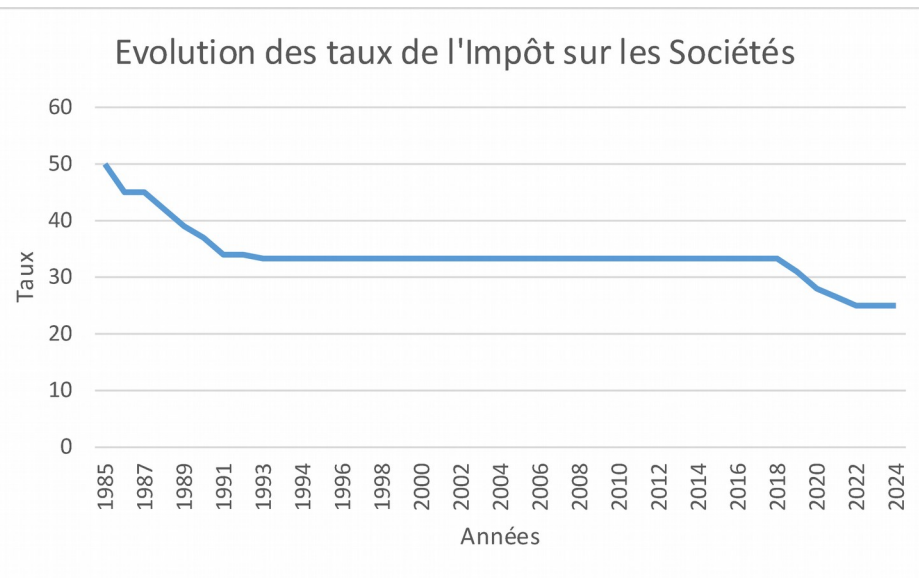
entre 8 et 10 Milliards
de recettes en moins



Du côté des entreprises : L'impôt sur les sociétés, ses niches et subtilités

Impôt direct au taux nominal de 25%
(réduit à 15 % si CA < 10M€ et sur
bénéfices < 42 500€)

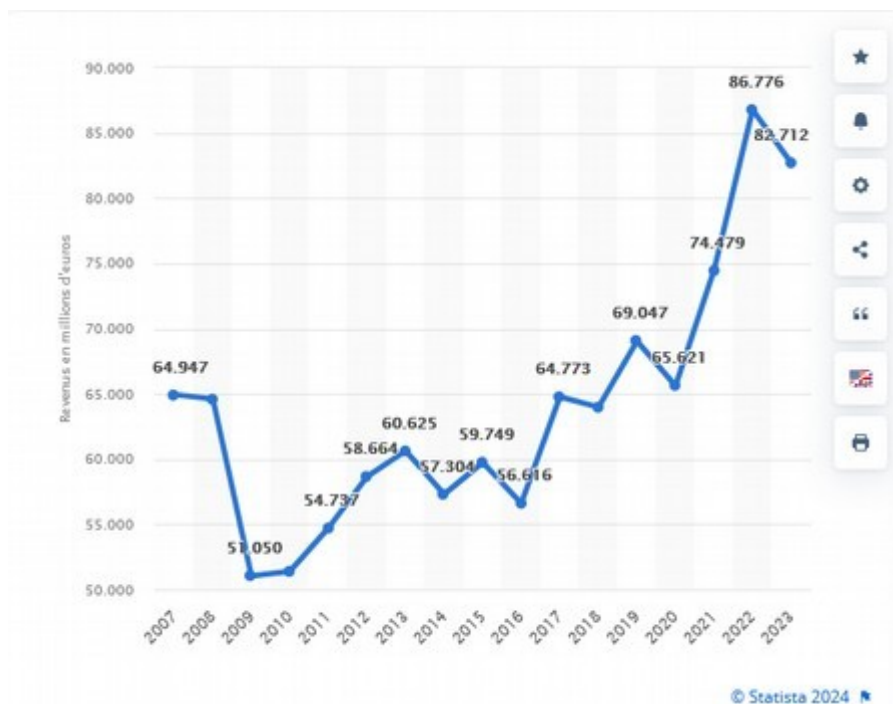
Sur les bénéfices avec régimes et
dispositifs spécifiques : intégration fiscale,
crédits d'impôts (CIR par exemple, fin du
CICE transformé en allègement de
cotisations sociales en 2019).



Rendement brut 82,70 Mds€ en 2023

Optimisation fiscale : les grandes entreprises
sont moins imposées que les PME

Crédit Impôt Recherche : niche fiscale la
plus coûteuse pour l'État 7,2Mds€ mais aussi
la plus douteuse...

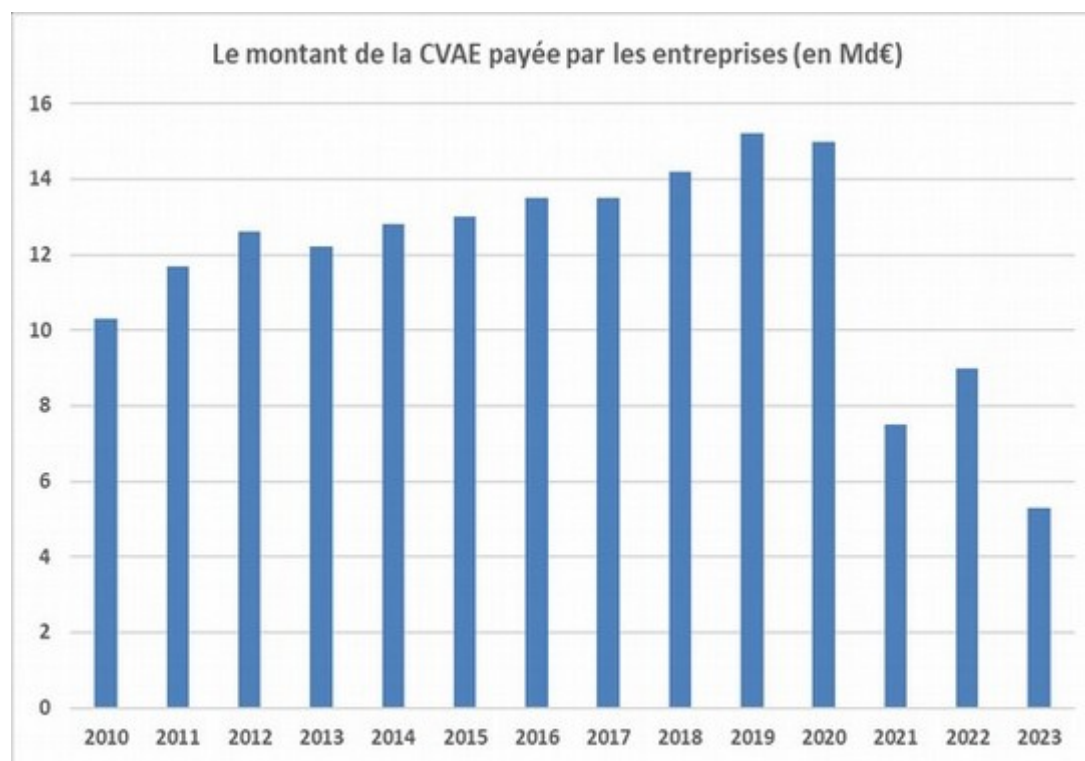


Du côté des entreprises : la baisse des impôts de production



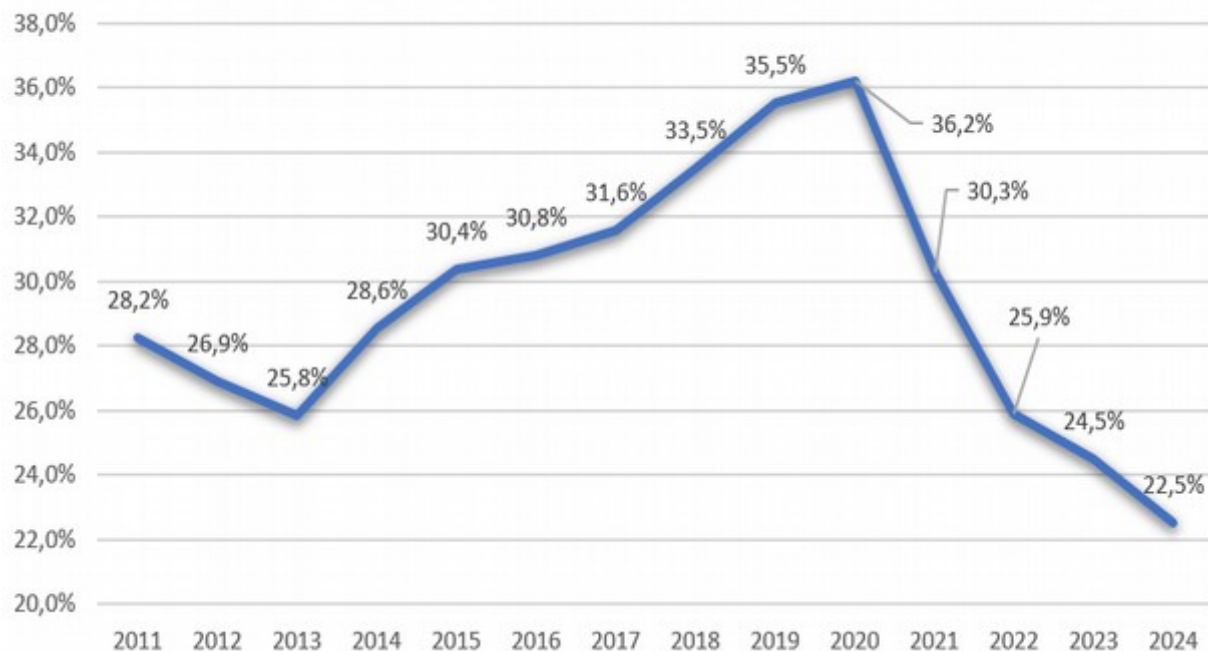
Loi de Finances 2021 : des coupes à la hache

- Division par 2 des taux de CVAE suppression étalée jusqu'en 2027
- Abaissement du plafond commun à la CVAE et à la CFE de 3 à 2 % de la valeur ajoutée
- Réduction de moitié des impôts fonciers des établissements industriels (TF et CFE)



Niches Fiscales : Qu'es aquo ?

Ratio Coût des niches/Exécution (prévisions) de recettes fiscales nettes



Niche Fiscale
=
Dépense Fiscale
OU
Abandon de Recette
=
Absence d'impact
sur le Déficit
contrairement à une
dépense réelle

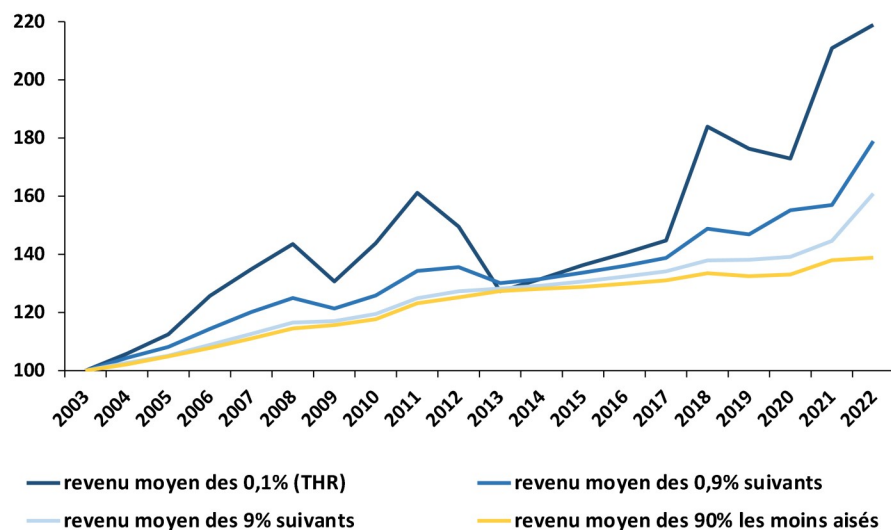
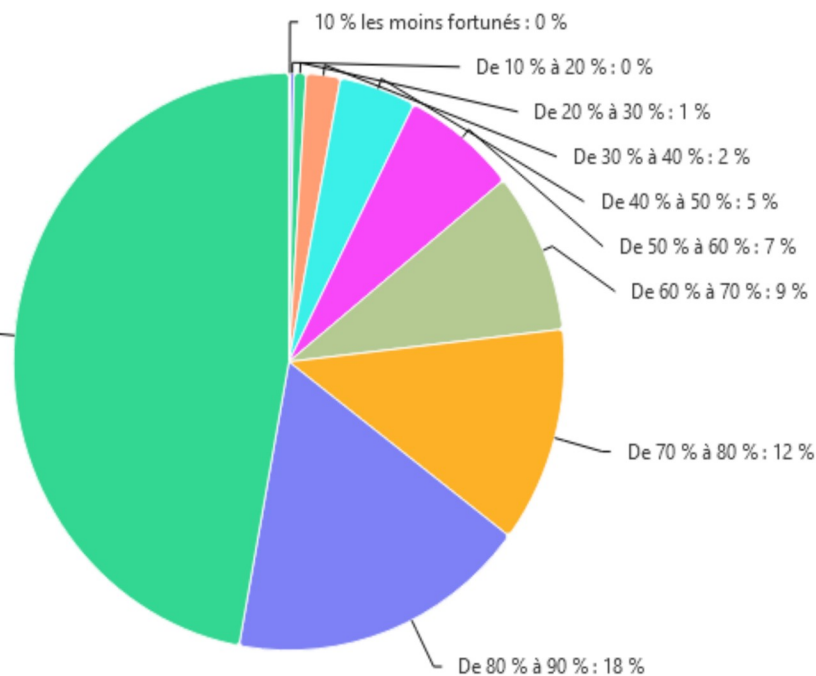
En 2024 **467 Niches Fiscales**
pour un **coût de près de 90 milliards d'euros**



Un mix fiscal sociétés/particuliers au profit des plus riches et de la financiarisation de l'économie



Patrimoine selon le niveau de fortune



2014/2023 : des choix fiscaux catastrophiques socialement, démocratiquement et sans effet économique

Dix ans de baisses d'impôt ont alourdi la dette

ANNEXE : TABLEAU RÉCAPITULATIF

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	TOTAL
MANQUE À GAGNER CUMULÉ NET											
CICE	6,438	18,848	31,746	47,464	66,604	85,764	84,444	101,364	106,584	107,757	107,75
PACTE DE RESPONSABILITÉ	/	2,37	6,94	12,61	18,73	25,25	32,32	38,82	46,16	53,81	53,81
RÉDUCTION IMPÔT SUR LE REVENU	2	3	5	6	6	6	6	6	6	6	6
LOI PINEL	0,02	0,09	0,28	0,63	1,185	1,93	2,896	4	5,375	6,772	6,772
ISF EN IFI	/	/	/	/	3,2	7,07	10,59	14,46	19,31	24,16	24,16
PFU	/	/	/	/	1,8	3,6	5,4	7,2	9	10,8	10,8
RÉFORME EXIT TAX	/	/	/	/	/	0,5	1	1,5	2	2,5	2,5
BAISSE DU TAUX D'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	/	/	/	/	1,5	5,35	12,20	21,44	32,69	43,94	43,94
BAISSE DES IMPÔTS DE PRODUCTION	/	/	/	/	/	/	/	9,2	19,45	33,45	33,45
SUPPRESSION TRANCHE TS	/	/	/	/	0,11	0,22	0,33	0,44	0,55	0,66	0,66
SUPPRESSION TH SUR RP	/	/	/	/	2,9	9,2	22,8	36,8	51,8	69,8	69,8
SUPPRESSION REDEVANCE AUDIOVISUEL PUBLIC	/	/	/	/	/	/	/	/	3,2	6,4	6,4
TRANSF. CICE EN ALLÈGEMENT DES COTIS.	/	/	/	/	/	21,2	36,95	58,23	80,4	104,71	104,71
SUBST. COTIS. CSG	/	/	/	/	/	1,6	3,2	4,8	6,4	9	9
ALLÈGEMENT COTISATIONS HEURES SUPP.	/	/	/	/	/	1,68	3,27	5,18	7,49	9,76	8,78
TOTAL											482,95
RECETTES SUPPLÉMENTAIRES CUMULÉES											
STDR	1,9	4,6	7,1	8,3	8,3	8,3	8,3	8,3	8,3	8,3	8,3
TAUX TVA	0	1,2	2,47	3,81	5,2	6,65	8,07	9,59	11,51	13,42	13,42
TICPE	/	/	/	/	3,7	3,5	4,5	4,7	4,7	4,7	4,7
TAXE SERVICES NUMÉRIQUES	/	/	/	/	/	0,27	0,64	1,11	1,73	2,41	2,41
TOTAL RECETTES											28,83
TOTAL NET DU MANQUE À GAGNER SUR LES MESURES NOUVELLES PRISES DE 2014 À 2023											454,12

Au premier trimestre 2014, la dette publique au sens de Maastricht s'établit à 1985,9 milliards d'euros. À la fin de l'année 2017, elle s'établit à 2218,4 milliards d'euros et fin 2023, elle s'établit à 3101,2 milliards d'euros et représente 109,9 % du produit intérieur brut.

> Sur la période 2014-2023, la dette s'est donc élevée de 1115,3 milliards d'euros. Le coût des baisses d'impôt, net des recettes supplémentaires et des « retours d'impôt », s'établit à 454,12 milliards d'euros, ce qui représente 40,71 % de la hausse de la dette publique

> Sur la période 2018 – 2023, la dette a augmenté de 882,8 milliards d'euros. Le coût des baisses d'impôt, net des recettes supplémentaires et des « retours d'impôt », s'établit à 308,62 milliards d'euros, ce qui représente 34,95% de la hausse de la dette publique.

Les « cadeaux fiscaux » aux grandes entreprises et ménages aisés représentent à eux seuls 207 milliards d'euros, soit 24% de la hausse de la dette sur la même période.

La baisse des recettes publiques est particulièrement marquée depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, mais cette tendance était déjà à l'oeuvre sous le précédent gouvernement.

> Si la législation fiscale et le niveau des recettes sociales avaient été figés depuis 2013, entre 2014 et 2023, la dette publique s'élèverait à 93,8 % du PIB

> Si la législation fiscale et le niveau des recettes sociales avaient été figés depuis 2017, entre 2018 et 2023, la dette publique s'élèverait à 2795,04 milliards d'euros, soit 99% du PIB au lieu de 109,9%.

Zoom sur le budget 2025

LOI DE FINANCES 2025

Fiscalité des particuliers

- 💰 IR hausse de +1,8 % (Art. 2).
- 🏠 Dons familiaux exonérés (100 000 €/donateur, 300 000 € max) (Art. 71).
- 🏠 PTZ prolongé jusqu'en 2027 (Art. 90).
- 🏠 Frais de notaire +0,5 % (Art. 116).
- ✓ Réduction d'impôt PME 18 % → 25 % (Art. 12).
- 📦 PEEP intégré à l'épargne-retraite (Art. 13).
- ⚡ Chèque énergie pour ménages modestes (Art. 169).
- 🚗 75 % des abonnements transports/vélo pris en charge par employeurs (Art. 52).

Fiscalité des hauts revenus et des entreprises

- 💰 Impôt minimal 20 % sur hauts revenus (>250 K€ seul, >500 K€ couple) pendant 3 ans (Art. 10).
- 🏢 Surtaxe grandes entreprises (>1 Md€ CA) : 20,6 % à 41,2 % (Art. 10).
- 📈 Taxe rachats d'actions +8 % (Art. 95).
- 📈 Taxe transactions financières 0,3 % → 0,4 % (Art. 98).
- 📈 TVA micro-entreprises abaissée à 25 000 € (au lieu de 85 000 €).

Taxes sur l'énergie et l'environnement

- ⚡ Fin du bouclier tarifaire (février 2025) et TVA gaz/électricité à 20 % (août 2025) (Art. 20).
- 🚗 Hausse du malus écologique (Art. 27 & 29).
- 📈 Hausse Fiscalité électricité +3 Mds€ dès 2025.
- 📈 EDF verse +2 Mds€ à l'État via dividendes.
- 🔥 Fin de la TVA réduite (5,5 %) sur chaudières à gaz.

Fiscalité de l'immobilier

- 🏠 Réintégration des amortissements dans la plus-value pour les LMNP (Art. 84).
- 🏠 Réforme du régime micro-BIC (moins d'abattements, impact Airbnb).
- 🏠 Loc'Avantages prolongé jusqu'en 2027 (Art. 88).
- 🏠 Droits de mutation : hausse possible jusqu'à 5 % (2025-2028).

Agriculture & collectivités

- 🌾 Déduction fiscale épargne de précaution agricole.
- 🐄 Déduction pour stocks de bovins.
- 📉 Baisse progressive des dotations aux collectivités.
- 🏠 Hausse possible des taxes foncières.

Réduction des dépenses publiques

📉 60 Mds€ d'économies dont :

- 41,3 Mds€ de coupes (État : -21,5 Mds€, Sécu : -14,8 Mds€, Collectivités : -5 Mds€).
- 🏠 Moindre remboursement Assurance maladie.
- 📦 Budgets ministériels réduits : Éducation (-225 M€), Recherche (-1 Md€), Aide au développement (-1,2 Md€), Culture (-150 M€), Sport (-100 M€), Audiovisuel (-80 M€), Jeunesse (-89 M€).
- 🏠 Hausse des budgets de l'Intérieur (+26 Mds€) et Justice (+10,5 Mds€).
- 📦 Gel des retraites 6 mois (3,6 Mds€ d'économies).
- 📦 Subventions apprentissage/emploi -2,1 Mds€.

Crypto-monnaies et fiscalité numérique

- 💻 Échange fiscal automatique sur cryptos dès 2026 (Art. 54).
- ⚠️ Pénalités accrues pour non-déclaration à l'étranger (Art. 59).

Transport et aviation

- ✈️ Hausse de la taxe de solidarité sur les billets d'avion (Art. 30).
- 💎 Taxe "Chirac" Intra-UE éco : 2,63 € → 7,40 €.

Une « véritable » réforme fiscale

Dans quel contexte ?

Avec quelles propositions ?



4 principes pour défendre l'idée d'une contribution juste

L'efficacité

L'équilibre de la structure

La justice

L'incitation



5 grands axes pour changer d'approche et d'orientation

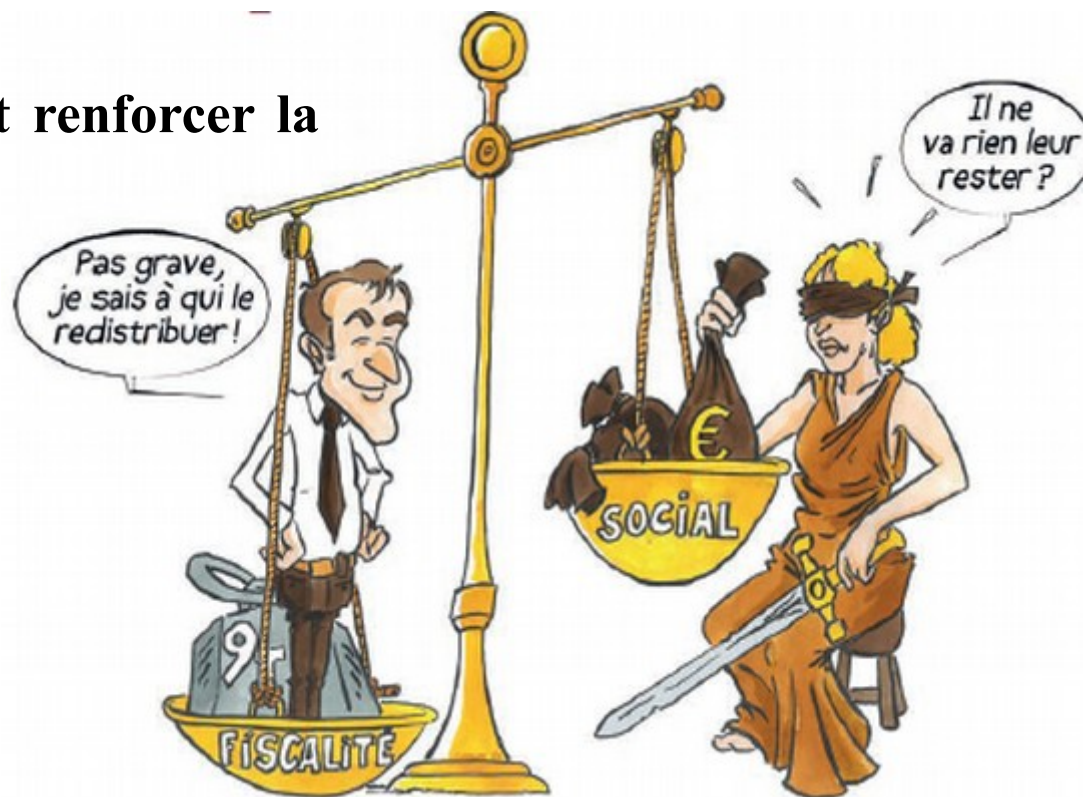
Renforcer le consentement à l'impôt

Rééquilibrer les impôts directs et renforcer la progressivité

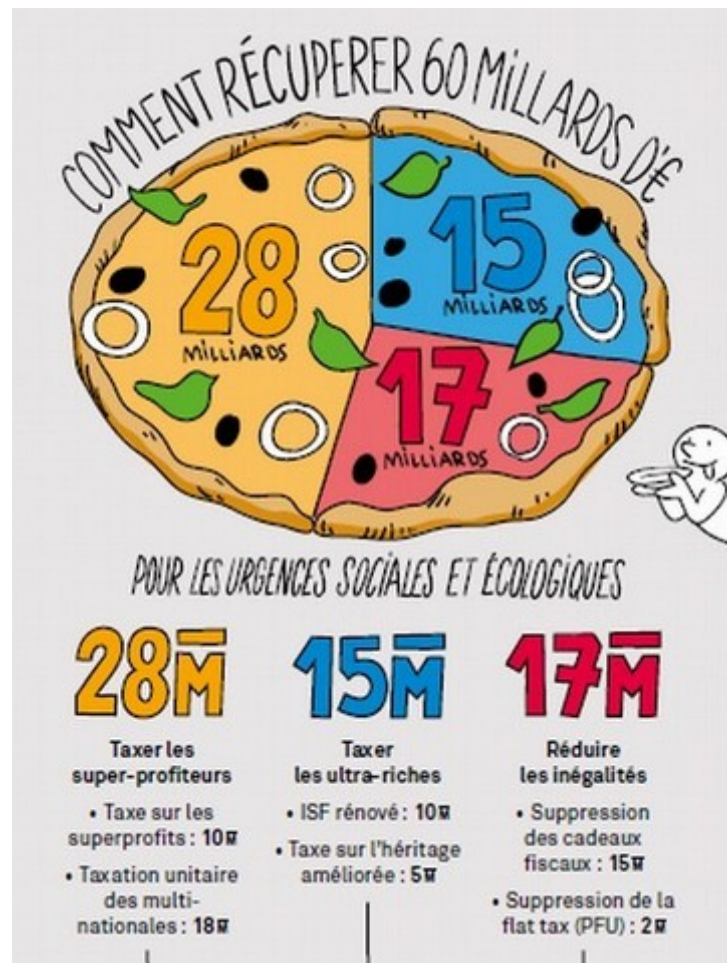
Instaurer un « *serpent fiscal européen* »

Adapter la fiscalité au numérique et à la bifurcation écologique

Renforcer la lutte contre l'évitement de l'impôt



Les 6 propositions d'Attac Pour récupérer 60 milliards d'euros



Pour une plus grande justice fiscale

6 propositions de *Solidaires Finances Publiques*

- Un **impôt sur le revenu** plus progressif basé sur une assiette plus large
- La **suppression des niches fiscales** qui n'ont pas prouvé leur utilité sociale, que ce soit pour les particuliers ou les entreprises
- La **suppression du prélèvement forfaitaire unique sur les revenus mobiliers** : les revenus du capital doivent être imposés comme les revenus du travail
- le **retour à un véritable impôt sur la fortune immobilière et mobilière** avec un seuil d'imposition plus bas, une assiette plus large, plus de progressivité et là aussi un audit des niches fiscales
- La **mise en place d'un cadastre financier** : registre, calqué sur le modèle du cadastre foncier, qui permet de connaître, en temps réel, le patrimoine financier des personnes physiques comme porté par Thomas Piketty
- Les **droits de succession** doivent aussi être revus pour plus d'égalité



Replacer la DGFIP et ses agents au cœur de l'action de l'État

L'arrêt des suppressions de postes

- Plus de 34 000 emplois supprimés depuis la création de la DGFIP en 2009 (462 en Haute-Garonne, 2 242 en Occitanie)
- 1 800 emplois non pourvus en 2024
- 550 nouvelles suppressions annoncées pour 2025



Un moratoire sur les restructurations

- Généralisation de l'accueil exclusif sur rdv
- Fermetures de trésoreries
- Fusion de Services aux Particuliers et aux Entreprises
- Création de centres de contact et de plateformes
- Tout numérique y compris pour le contrôle fiscal
- ...

En conclusion

**Il n'y a pas de société
sans impôt**

**Il n'y a pas de société juste
sans impôt juste**